

Seconde interpellation du mouvement ROHY sur le contexte politico-électoral

28/12/18

Seule une élection juste, crédible et honnête peut garantir la paix et le développement : Il incombe à la HCC de juger les résultats du second tour de manière la plus juste possible et aux candidats de veiller à l'intérêt supérieur de la Nation

Dans la logique de son interpellation et communiqué du 17 Décembre 2019 et face au contexte politico-électoral actuel, le Mouvement de la société civile ROHY qui regroupe plus de 120 OSCs sur le territoire national, dans les 22 régions, estime urgent d'exprimer fermement sa position, en privilégiant plus que jamais les intérêts de la population et de la Nation, en toute impartialité.

Le contexte politico-électoral actuel n'est certainement pas lisse et présente des imperfections importantes héritées d'une situation établie depuis l'adoption par les deux chambres du Parlement du cadre légal des élections. Il ne permet pas d'affirmer que tout va bien et de trancher et s'imposer comme si de rien n'était : cette langue de bois engendrerait une plus grande frustration encore. Pour le Mouvement ROHY, il s'agit néanmoins de se positionner de la manière la moins préjudiciable, au nom des intérêts de la population sous toutes ses couches et secteurs, population dont la majorité exige le calme, la sérénité et l'amélioration palpable de ses conditions de vie.

CONSTATS SUR LE PROCESSUS ELECTORAL

Dans cette optique, le Mouvement ROHY rappelle :

- Un processus électoral qui s'est fondé sur un cadre légal délibérément carenciel, posé par un Parlement majoritairement composé des trois formations politiques (HVM, MAPAR, TIM) dont sont issus les 3 premiers candidats qui ont émergé au premier tour. L'absence de cadrage légal de la précampagne (règlementation de la campagne avant le début légal) et le plafonnement des financements de la campagne électorale a été exigée en vain par le Mouvement ROHY et les autres OSCs, conscients alors que le manque d'équité de tous les candidats et la grande corruption issue de financements opaques en sont les impacts majeurs.

Ainsi, tout observateur ne devrait pas être surpris des résultats actuels des élections, dans la mesure où ces candidats ont pris de l'avance par rapport au début officiel de la campagne électorale et l'argent et des moyens pharaoniques ont dominé. Les candidats qui avaient moins de moyens et un bon projet de développement ont été éliminés sans état d'âmes dès le premier tour.

- Rappelons également que le mouvement ROHY a été quasiment la seule entité avec la CENI qui a sensibilisé la population-surtout les femmes et les jeunes- pour l'inscription dans la liste électorale tout en recommandant, toujours en vain, la nécessité de ré ouvrir la Révision de la liste électorale en Juillet 2018.

- Le processus électoral a donné lieu à une campagne électorale exécrationnelle où, via les médias, les réseaux sociaux ainsi que dans certaines localités du pays, les candidats rivaux et leurs partisans ont montré un visage haineux, mensonger émaillé de dénigrement, en prenant un citoyen abasourdi et scandalisé à témoin.

- De manière concomitante, aucune instance n'a été capable de légiférer face à tous ces débordements, que ce soit la CENI, la HCC, ou autre institution en place : elles se sont contentées des menaces de sanctions. Ce climat a dénoté un manque patent d'une autorité publique de sanction capable d'imposer l'ordre et la discipline, au désespoir du citoyen soucieux de justice et d'assainissement.

CONSTATS SUR LE CHOIX CITOYEN

Le niveau de l'abstention au vote est historique au second tour : il est de 51, 91%, soit 5.146.149 électeurs selon les résultats provisoires de la CENI. Ce nombre est bien supérieur au total de voix récoltées par les deux candidats, total qui s'élève à 4.648.086 voix.

Cet état de choses exige de l'humilité de la part des candidats du second tour, et notamment celui qui sera élu de manière définitive. Il doit tenir compte de cette réticence dans sa façon de gouverner.

Toutes les explications sont possibles et prévisibles sur cette abstention élevée : du calendrier agricole et festif au manque de motivation dû à l'insatisfaction des attentes citoyennes. Toujours est-il que ces 5.000.000 de citoyens et plus auront laissé les autres choisir à leur place. En cas d'une gouvernance qui demeurerait mauvaise, peuvent-ils s'en plaindre légitimement ?

A PROPOS DU GOUVERNEMENT DEPOURVU DE NEUTRALITE

Nous avons tous constaté que dans sa décision du 03 Mai 2018, la HCC a demandé un accord politique comprenant la formation d'un nouveau Gouvernement pour préparer les élections avec la CENI. Malheureusement, l'avis de la HCC n'avait pas abondé dans le sens de la neutralité du Gouvernement qui est un principe inébranlable dans la conduite d'une élection propre.

Conscient du danger, le Mouvement ROHY avait demandé en vain au mois de Juin 2018 que ce soit un gouvernement formé par des techniciens sans affiliations politiques qui mène le pays aux élections, afin de garantir cette neutralité et impartialité propres à une élection démocratique, surtout dans le cas d'un pays déjà en crise pré-électorale.

Ces interpellations n'ont pas été écoutées et, en dépit de nos mises en garde, les trois formations politiques (HVM, MAPAR, TIM) et leurs leaders se sont empressés de désigner leurs partisans à occuper les postes de Ministres et, comme d'habitude, en partageant les gâteaux pour espérer tirer profit des quelques mois de pouvoir.

Ce qui en résulte dans ce contexte électoral en quête de neutralité, est que on peut remarquer d'une part, que le premier Ministre est entouré par des conseillers (qu'ils soient spéciaux et techniques) majoritairement issus du camp de M. Rajoelina.

D'autre part, d'après les informations qui se sont amplifiées lors des deux dernières semaines de la campagne électorale du deuxième tour et la déclaration des deux chefs de district de Manjakandriana et d'Antanambao Manampotsy, le Ministre de l'Intérieur a donné ordre aux chefs de district pour peser de tout leur poids en faveur du candidat 13, au niveau des Délégués d'Arrondissement et des Présidents du Fokontany. Ces informations sont corroborées sur le terrain par nos observations dans certaines parties du pays et ne peuvent être prises à la légère.

Aujourd'hui, le candidat 25, challenger du second tour, déplore ce manque de neutralité certainement effectif du Ministre de l'Intérieur, provenant d'une stratégie malsaine du candidat 13. Le candidat 25 n'a-t-il pas adhéré dans ce système bancal en acceptant que sa formation politique (TIM) figure dans le gouvernement ? N'y a-t-il pas un manque de cohérence et de stratégie (courte vue) ici ?

PRIVILEGIER LES RECOURS LEGAUX

Malgré ces constats d'irrégularité, le Mouvement ROHY ne cessera d'exhorter les candidats de porter les cas de manière compétente devant la justice électorale.

Certes, nous avons vu au premier tour le rejet par la HCC de la majorité des recours dans une expression devenue fameuse : « cas recevable mais non fondé », à la grande perplexité de l'opinion publique soucieuse de justice et d'assainissement d'un processus électoral bancal.

Par ailleurs, afin de garantir des élections transparentes et des résultats acceptés par tous, le mouvement ROHY a constaté la pertinence de la décision courageuse de la CENI de faire des confrontations en permettant au candidat 25 de vérifier les matériels de votes bureau de vote par bureau de vote. Des anomalies et irrégularités ont été constatées surtout dans les Bureaux de vote et districts où les observateurs n'ont pu être déployés. Malheureusement, vu le temps imparti limité, le processus n'a pas pu être finalisé. Le mouvement ROHY exhorte que la HCC reprenne et continue cette méthodologie pour éviter des contestations. Il est crucial de pouvoir exercer tous les contrôles techniques et juridiques possibles et la HCC est la seule institution ayant le pouvoir d'allouer plus de temps à cet exercice pour garantir des élections au profit de l'intérêt supérieur de la Nation.

APPEL A LA HCC

Les résultats provisoires ayant été émis désormais et que la population attend les résultats définitifs,

selon les observations que nous avons pu faire au niveau de la CENI, au moment de la collecte des résultats provisoires,

Nous faisons appel à la HCC pour vérifier et contrôler tous les résultats qui seraient douteux. Pour ce faire, la HCC ne doit pas se contenter de vérifier les procès-verbaux des résultats mais doit également procéder à la vérification matérielle des autres pièces annexées aux procès-verbaux des opérations électorales telles que les bulletins uniques utilisés lors du scrutin et la liste d'émargement.

Par ailleurs, nous faisons également appel à la HCC de saisir immédiatement le Ministère public compétent pour poursuivre tous les auteurs des infractions électorales prévues et punies par la loi afin que les dispositions pénales soient pleinement effectives.

ACCEPTER LES JUGEMENTS ELECTORAUX ET LES RESULTATS DEFINITIFS DE LA HCC

Dans la droite ligne de ce qui précède, malgré les questionnements sur le bien-fondé de la justice électorale, soucieux de la légalité, le Mouvement ROHY demande aux candidats d'accepter les résultats qui seront décidés par la HCC après tous les recours et son comptage des voix subséquent.

ETRE LE CHEF DE L'OPPOSITION EN CAS DE DEFAITE

Dans le moyen terme, il serait unanimement reconnu et légitime que le candidat perdant soit ensuite le Chef de l'Opposition sur le terrain politique, au nom d'un contrôle politique ferme et constructif, soucieux de l'intérêt général pour gagner en crédibilité.

MAINTENIR UN CONTROLE CITOYEN

Avec les autres membres de la société civile, le Mouvement ROHY continuera de faire un contrôle citoyen en matière de gouvernance et des politiques sectorielles. Il sera aussi sur le terrain du suivi des réalisations des promesses présidentielles du candidat élu, et de la nature des financements y relatifs.

TIRER DES LECONS A MOYEN TERME AU NIVEAU NATIONAL

Les élections législatives et communales, prévues dans la Loi des Finances 2019 sont prévues en 2019.

Il importe de tirer des leçons au plan électoral, sous peine de pérenniser encore un système favorisant une faction politique dans le vote.

- L'ouverture et la transparence dans toutes les étapes surtout dans le traitement des résultats des élections sont des acquis indéniables de cette élection. La CENI et la HCC sont encouragées à continuer et à pérenniser ces bonnes pratiques.

- Pour les prochaines élections en commençant par les élections législatives, l'indépendance des démembrements locaux de la CENI doit être garantie. Or, tant qu'elle confie une grande partie de la gestion des élections au niveau local aux Délégués d'Arrondissements et aux Chefs Fokontany (des personnes non élues mais désignées par le Chef de district), l'emprise du Ministère de l'intérieur sur l'organisation des élections ne sera jamais évitée et la CENI ne sera jamais totalement indépendante. En attendant que la CENI puisse disposer de ses propres personnes ressources, il convient ainsi de nommer un Ministre de l'Intérieur qui soit garant de la neutralité et qui soit choisi par la société civile et toutes les formations politiques, notamment celles qui proposeront des candidats dans ces échéances électorales.

- Il convient aussi que la CENI légifère mieux et de manière plus impartiale toute manifestation (cf l'expérience des débats publics du second tour) et tout débordement, pour prouver sa fermeté.

- La réglementation de la pré campagne et la limitation des fonds de campagne s'avère d'une nécessité absolue pour faire régner des élections justes, équitables et honnêtes permettant d'élire des citoyens intègres et compétents.

De tout ce qui précède, le Mouvement ROHY souhaite démontrer qu'il est un acteur responsable et constructif et soucieux inlassablement des intérêts de la Nation et de la population.

Antananarivo, 28 Décembre 2018

Source :

https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=345173069399576&id=100017206568330